



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

ORMUZ : UN ACCÉLÉRATEUR DE TENDANCES POUR L'ASIE DU NORD-EST

Emmanuel LINCOT

Professeur à l'Institut Catholique de Paris, auteur de
Chine-Inde - La guerre des mondes (éditions Le Cerf)

Mai 2026

Ormuz : un accélérateur de tendances pour l'Asie du Nord-Est

Par Emmanuel Lincot, professeur à l'Institut Catholique de Paris, auteur de *Chine-Inde*
– *La guerre des mondes* (éditions Le Cerf)

Depuis mars 2026, le conflit en cours au Moyen-Orient entre Israël, les États-Unis et l'Iran impacte l'Asie du Nord-Est principalement de manière économique : hausse des prix du pétrole, ralentissement de la croissance, perturbations logistiques et augmentation des coûts du transport aérien. Cette crise conduit les différents acteurs (Corée du Sud, Japon, Chine) à rechercher une plus grande sécurité énergétique en diversifiant leurs approvisionnements. Chaque semaine semble les mettre davantage en porte à faux dans leur choix d'alliance et dans leur volonté initiale de cultiver une certaine neutralité politique, malgré les condamnations diplomatiques d'usage. La Chine, de concert avec son partenaire pakistanais, a soumis aux belligérants un plan de paix en cinq points. Pour les trois pays d'Asie du Nord, la priorité consiste à réouvrir le détroit d'Ormuz. L'urgence de ce calendrier nous renvoie à des approches stratégiques contrastées voire contradictoires. Cette crise illustre les limites inhérentes à la mondialisation et la volonté de chaque pays de la région de renforcer sa souveraineté. Même la Corée du Nord, pourtant relativement épargné par cette conjoncture, revendique avec force son attachement à des principes d'indépendance idéologique.

Séoul, Tokyo : une dépendance critique

La Corée du Sud importe 2,5 millions de barils de pétrole par jour, dont 70 % transitent par le détroit d'Ormuz — une exposition bien supérieure, par comparaison, à celle de la France ou de l'Europe. Le blocage du détroit a immédiatement mis en lumière cette vulnérabilité, avec une chute des approvisionnements et une flambée des prix. Des mesures d'urgence ont été prises avec les Émirats arabes unis en négociant des livraisons pour importer 4 millions de barils de pétrole via Fujairah afin d'éviter le détroit d'Ormuz. La Corée du Sud puise également dans ses réserves stratégiques (250 jours de consommation) pour compenser la baisse des livraisons du Golfe. Séoul se voit ainsi conforté dans son choix d'un retour au nucléaire. Pour réduire sa dépendance au pétrole et au gaz, la Corée du Sud a redémarré plusieurs réacteurs nucléaires (Shinwolsong 1, Gori 2, Hanbit 6, Hanul 3, Wolsong 2 et 3) en 2026, portant le total à 19 réacteurs en activité. L'objectif est de sécuriser l'approvisionnement électrique et de limiter l'impact de la crise sur son industrie. Séoul opte également pour un recours accru au charbon pour compenser les perturbations des importations de GNL. Les autorités sud-coréennes ont par ailleurs souligné que la navigation libre et sûre dans le détroit d'Ormuz est un intérêt national crucial, appelant à une solidarité internationale pour éviter une paralysie des chaînes d'approvisionnement. Le gouvernement a ainsi multiplié les réunions d'urgence avec les pays concernés, dont l'Iran, pour négocier la réouverture du détroit pour ses navires.

Séoul se trouve ainsi confronté à un délicat équilibre : préserver ses relations avec les États-Unis (son allié traditionnel) tout en évitant une rupture avec les pays du Moyen-Orient, essentiels pour son approvisionnement énergétique. Le but du gouvernement est de limiter la hausse des coûts énergétiques pour protéger les ménages et son industrie technologique (semi-conducteurs, automobiles) extrêmement énergivore. Chaque hausse de 10 % du prix du baril

pourrait réduire la croissance régionale de 0,3 point et affaiblir la compétitivité des exportations, un pilier de l'économie du pays.

Le Japon n'est pas en reste puisque la hausse des coûts énergétiques pèse sur la consommation et les marges des entreprises japonaises, freinant l'activité économique. Le blocage du détroit d'Ormuz (par lequel transite 20 % de l'approvisionnement mondial en pétrole) et la fermeture de certains espaces aériens (comme ceux de l'Ukraine, de la Russie et du Moyen-Orient) ont entraîné une augmentation des coûts du transport aérien et maritime. Pour le Japon, cela se traduit par des surcoûts logistiques et des temps de vol allongés. Rappelons que le Japon importe 94 % de son pétrole brut du Moyen-Orient, dont 90 % transitent par le détroit d'Ormuz, maintenant fermé. Tokyo a mobilisé ses réserves stratégiques (plus de 200 jours de consommation), mais celles-ci s'épuisent rapidement.

Le pays cherche désormais à diversifier ses sources d'approvisionnement (États-Unis, Russie, Afrique). Face à la crise, le Japon envisage de revoir sa posture restrictive sur l'énergie nucléaire, adoptée après Fukushima, pour compenser la baisse des importations de GNL et réduire sa vulnérabilité. Sur le plan diplomatique, Tokyo affiche une attitude prudente, insistant sur la stabilité régionale et la sécurité des routes maritimes, sans s'impliquer militairement. Pareillement à Séoul, l'objectif est de préserver ses relations avec les États-Unis tout en évitant de s'aliéner les pays du Moyen-Orient. La crise d'Ormuz a renforcé les incitations à accélérer la transition vers des énergies renouvelables (solaire, éolien) et à réduire la dépendance au pétrole et au gaz importés. L'Agence internationale de l'énergie a d'ailleurs revu à la baisse ses prévisions de demande de pétrole pour 2026. Même si les problématiques posées à Séoul comme à Tokyo s'interprètent différemment à Pékin où la grille de lecture de la crise est sensiblement différente, chacune de ces capitales a réagi avec une grande préoccupation à l'annonce iranienne d'imposer des taxes pour le passage du détroit d'Ormuz voire à la menace que font peser les Gardiens de la Révolution sur la coupure des câbles de communication sous-marins. Plus généralement, et le sujet a été abordé à une réunion du Conseil de sécurité le 27 avril 2026, la question de la vulnérabilité des détroits dans le monde et l'imposition de droits de passage se pose désormais avec acuité.

Une Chine confortée dans ses choix

Bien que la Chine en ait appelé à son tour à une désescalade du conflit dans la région d'Ormuz, elle a publié ses chiffres de croissance du premier trimestre et envoyé un message clair au reste du monde : à ce jour, la crise iranienne n'a pas eu d'impact sur son activité économique. Au premier trimestre, la croissance a atteint 5 % en rythme annuel, soit une accélération par rapport aux 4,5 % du dernier trimestre 2025. Il est certain que la Chine a pris une avance considérable par rapport au reste du monde pour diminuer progressivement sa dépendance aux énergies carbonées importées. La politique d'investissements massifs menée par l'État dans les énergies nouvelles a porté ses fruits, comme en témoigne l'avance technologique prise dans le domaine des véhicules électriques. La Chine ne semble pour l'instant pas faire face à des difficultés d'approvisionnement. Bien qu'un peu plus de 40 % de son pétrole importé vienne des pays du Golfe, et notamment d'Iran (17 %) dont elle était – de loin – le premier client, la Chine a la capacité de se tourner vers d'autres fournisseurs, au moins à court terme, et notamment la Russie. Le pays dispose en outre de stocks stratégiques d'un peu plus de trois mois, et les autorités ont annoncé suspendre les exportations de pétrole raffiné, afin de garder leurs

réerves. Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012, la Chine poursuit une stratégie d'autonomisation progressive passant par plusieurs canaux : tout d'abord la sécurisation des chaînes de valeur d'approvisionnement en matières premières, *via* les Nouvelles Routes de la Soie ; ensuite des investissements massifs en recherche et développement afin de limiter au maximum le recours à de la technologie étrangère ; enfin une évolution du cadre juridique afin de protéger les intérêts chinois au nom du principe de « sécurité nationale » théorisé depuis 2015.

Dans le quinzième plan, la sécurité économique apparaît comme un objectif transversal, intégré dans chacune des composantes de la vie économique chinoise. L'innovation vient tout d'abord conforter la Chine dans sa politique énergétique. Alors que le pays reste le premier importateur de pétrole mondial, la part des énergies renouvelables dans son *mix* énergétique a considérablement augmenté. La Chine ambitionne ainsi de transformer son système énergétique vers un *mix* dominé par les sources bas carbone : l'objectif d'installer 1 200 GW de capacités éoliennes et solaires d'ici 2030 a déjà été atteint, et le pays se dirige maintenant vers sa cible de long terme, la neutralité carbone à horizon 2060, avec des énergies renouvelables comptant pour 80 % de la production d'électricité. L'accès à une énergie bon marché est un des piliers de la stratégie industrielle chinoise. La guerre au Moyen-Orient va donc pousser la Chine à intensifier ses investissements dans la recherche et développement pour trouver de nouveaux substituts aux énergies carbonées. Le géant de la batterie CATL vient ainsi d'annoncer le lancement d'une batterie pour véhicule électrique d'une autonomie de 1 500 km, pulvérisant les 1 000 km de son modèle précédent. Les fabricants chinois se livrent également à une course à l'innovation sur la durée de chargement (neuf minutes pour BYD, six pour CATL). Le quinzième plan souligne la nécessité de conserver un monopole sur les terres rares et les métaux critiques, mais aussi des bases industrielles stratégiques et des réserves et stocks de matières premières.

Le développement de cette résilience passe aussi par l'utilisation et l'exploitation de l'arrière-pays, tandis que les zones les plus développées (l'est du pays, et particulièrement les provinces du Guangdong, du Fujian, du Zhejiang et du Jiangsu) sont dédiées à l'innovation et à la production à haute valeur ajoutée. La diffusion de l'Intelligence Artificielle, dont le statut passe dans le quinzième plan d'outil à infrastructure systémique, s'inscrit également dans cette dynamique. Cet ensemble épouse une configuration juridique taillée à la mesure des besoins du pays. Deux règlements en soulignent les contours. Le premier vise la sécurité des chaînes industrielles et d'approvisionnement. Si ces concepts ne sont pas clairement définis, ils offrent à Pékin une ouverture pour sanctionner des entreprises étrangères qui seraient soupçonnées de porter atteinte à la sécurité nationale chinoise. Les stratégies de *de-risking*¹ mises en place par certaines entreprises étrangères pourraient ainsi être considérées comme portant atteinte aux intérêts nationaux et donc entraîner des sanctions. Sous pression, les entreprises verraient alors leurs marges de manœuvre se réduire.

¹ Le « de-risking » (l'atténuation des risques) est défini comme l'acte par des institutions financières de restreindre ou cesser des relations commerciales avec des clients ou catégories de clients à risque. Les institutions financières choisissent le « de-risking » pour diverses raisons, par exemple un souci de rentabilité, des obligations prudentielles, la crainte après la crise financière mondiale ou encore le souci du risque de réputation.

Le deuxième règlement concerne quant à lui la lutte contre les juridictions extraterritoriales abusives des pays étrangers. Là encore, les concepts sont – volontairement – définis de manière très vague. Ce règlement ouvre la porte à des sanctions contre des entreprises, chinoises ou étrangères, qui se conformeraient à des mesures extraterritoriales, notamment américaines. Il est probable que le dossier CK Hutchinson (cession de participations dans des terminaux portuaires à un consortium mené par l'américain BlackRock, notamment à Panama, sans l'accord préalable des autorités chinoises) et bien sûr le blocage du détroit d'Ormuz aient accéléré sa publication. La réponse de l'État chinois est très vaste, et va de l'amende aux poursuites pénales en passant par la suspension de visas ou le blocage de certains investissements. Pour les entreprises chinoises, le règlement renverse aussi la charge de la responsabilité : jusqu'ici, les entreprises chinoises qui se conformaient à des mesures extraterritoriales étrangères pouvaient le signaler aux autorités. Dorénavant, elles seront obligées d'obtenir une autorisation préalable pour le faire. Avec ce dispositif, la Chine confirme une stratégie plus offensive et retourne les armes traditionnellement utilisées par les États-Unis, notamment en matière d'extraterritorialité. Dans cette logique d'arsenalisation des chaînes de valeur, la Chine a également multiplié les mesures de contrôle des exportations.

Pékin à la manœuvre

La Chambre de Commerce européenne en Chine a ainsi dévoilé que Pékin avait recouru au contrôle des exportations plus de trente fois entre 2021 et 2025, contre onze sur la période précédente (2015-2020). Ces mesures sont des réponses aux restrictions imposées par les États-Unis, en particulier dans le secteur des semi-conducteurs. Cette stratégie avait d'ailleurs été utilisée dans la négociation sino-américaine entamée après les tarifs réciproques du *Liberation Day* d'avril 2025 : la menace d'un contrôle des exportations de terres rares et minerais critiques par la Chine reste un levier important à la fois face aux États-Unis et à l'Europe. Ces nouveaux règlements ont été publiés en amont de la rencontre entre Xi Jinping et Donald Trump qui eut lieu les 14 et 15 mai. Ces réussites ne doivent cependant pas occulter les paradoxes de l'économie chinoise, justement illustrés par le secteur des véhicules électriques. La politique d'investissement a aussi créé des surcapacités de production, dont la nature même du régime chinois freine l'ajustement, parce qu'il ne sait ou ne veut pas gérer les déséquilibres de marché. L'offre ne s'ajuste pas à la baisse pour de multiples raisons (intérêts locaux, pas de procédure de faillite, système bancaire soutenant des entreprises à risque). Et la demande n'augmente pas, car les autorités ne parviennent pas à libérer l'épargne de précaution des ménages et elles maintiennent une trajectoire de modération salariale pour ne pas trop entraver la compétitivité du pays.

C'est dans ce contexte que la Chine s'est de plus en plus tournée vers le reste du monde (les exportations vers l'Union européenne ont ainsi augmenté de 40 % entre 2019 et 2025). Un nouveau paradoxe émerge pour les années à venir : comment exercer son autonomie stratégique et réduire sa dépendance aux importations de biens et technologies extérieures, tout en restant le premier exportateur mondial ? La question du pétrole iranien pourrait toutefois commencer à poser un problème à terme. Une partie des raffineries chinoises a prospéré grâce aux achats de pétrole brut iranien, négociés à prix réduits, transitant par la Malaisie, puis alimentant un modèle industriel chinois fondé en partie sur la compétitivité-prix. À court terme, l'impact de la guerre se voit déjà dans les prix à la production, qui sont repassés en positif (+0,5% en

glissement annuel) pour la première fois depuis septembre 2022. Il aura donc fallu un choc de l'ampleur de la fermeture du détroit d'Ormuz pour que la Chine sorte de la déflation. Sur le papier, il s'agit plutôt d'une bonne nouvelle, tant la déflation est nocive pour les économies et les fait plonger dans des cercles vicieux conduisant souvent à une baisse de l'investissement, des destructions d'emplois et de capacités de production. Ce serait oublier qu'en Chine, cette déflation est le fruit d'une demande intérieure atone, mais surtout d'une intense guerre des prix menée par les entreprises, qui a fortement compressé leurs marges et leurs profits. Malgré une croissance de 5% en 2025, les profits des entreprises industrielles n'ont augmenté que de 0,6% sur la même période.

Enfin, la hausse des prix (à la production comme à la consommation) est atténuée par la trajectoire d'appréciation du yuan face au dollar ; politique financière confortée par la recherche d'alternatives à l'unipolarité américaine tant sur le plan économique que stratégique. En dépit du contexte que révèle ce choc mondial, la Chine a tout de même une carte à jouer. D'une part, parce qu'elle organise son autonomie stratégique depuis plus de dix ans et, d'autre part, parce que le choc étant mondial, la Chine conserve un avantage comparatif vis-à-vis d'autres pays encore plus affectés par la hausse des prix de l'énergie et ne disposant pas des mêmes pouvoirs de négociation vis-à-vis des fournisseurs.

Une vision alternative du monde

Plus que tout, Pékin se voit confortée dans sa supériorité idéologique par la crise iranienne. Aux yeux des dirigeants chinois, la démocratie est non seulement en déclin mais aussi synonyme de chaos. Les Etats-Unis sont dangereux et leur ingérence n'est en rien un gage stabilité dans les affaires du monde. La versatilité et les déclarations tonitruantes de Donald Trump offrent un contraste surprenant comparé à l'esprit de fermeté que semble incarner Xi Jinping. La rencontre des deux dirigeants à Pékin les 13 et 14 mai 2026 le souligne d'autant, même s'il convient de s'interroger sur une forme de perte de crédit de la Chine en tant que soutien militaire et politique des Etats du Moyen-Orient. Les pays du Golfe ont manifestement été déçus de l'indifférence chinoise à leur égard, tant l'Iran que les monarchies. Les Chinois ne prennent aucun risque pour les autres et ce constat pourrait limiter leur capacité d'influence. Malgré tout, Xi Jinping se voit conforté dans ses choix d'éco-durabilité sur le plan économique mais aussi dans la nécessité de renforcer les corridors alternatifs visant à assurer ses propres approvisionnements énergétiques. Deux corridors principaux enserrant l'Inde peuvent y pourvoir en répondant au « dilemme de Malacca ». Il s'agit du corridor sino-pakistanaï et du corridor sino-birman. Les dirigeants pakistanaï ont à la fois l'oreille des Américains et des Chinois dans le dénouement de la crise iranienne. Ils sont en attente vraisemblablement d'un certain nombre de retombées de part et d'autre. Le positionnement géostratégique du Pakistan équivaut parallèlement à celui exercé par la Birmanie dont les rôles respectifs ne peuvent que s'intensifier à l'issue de cette crise. C'est la leçon donnée par Ormuz : le contrôle des détroits incite à davantage de plasticité dans le choix des points de passage et de leur rôle névralgique. Un troisième axe eurasiatique des Nouvelles Routes de la soie est en voie de constitution : celui transite par le Caucase et contourne l'Iran pour connecter l'Asie centrale à l'Union Européenne, via la Turquie, pour le plus grand bénéfice de la Chine. Plusieurs symptômes semblent corroborer l'intérêt accru de la Chine pour cette région qui apparaît comme l'un des derniers verrous stratégiques encore convoité par Pékin. D'une part, une coopération bilatérale poussée en amont entre Achkhabad

(capitale du Turkménistan) et la capitale chinoise. D'autre part, une diplomatie proactive de la Chine en mer Caspienne, notamment à l'égard de l'Azerbaïdjan.

Ce petit État du Caucase du Sud, aux marges de l'espace post-soviétique, s'est hissé en quelques années au rang de pivot stratégique sur les nouvelles routes commerciales eurasiatiques. Situé à la croisée des corridors terrestres et maritimes reliant l'Asie centrale à l'Europe, riche en hydrocarbures et en infrastructures logistiques modernes, l'Azerbaïdjan constitue aujourd'hui un laboratoire privilégié pour observer l'évolution de la stratégie d'influence chinoise : une stratégie qui privilégie désormais la fluidité des flux économiques au contrôle territorial ou politique direct. D'une manière aussi symbolique que significative, l'Azerbaïdjan a adhéré au Groupe des amis de la gouvernance mondiale proposé par la Chine et aux quatre propositions de Xi Jinping visant à préserver et à promouvoir la paix et la stabilité notamment au Moyen-Orient. Ces propositions ont été pour la première fois exprimées dans le cadre de l'Initiative pour la gouvernance mondiale (IGM), le 1^{er} septembre 2025 par le président chinois. Elles rappellent leur attachement aux principes de la coexistence pacifique, au fait de s'en tenir à la souveraineté nationale, à « l'état de droit international » et à privilégier une approche équilibrée du développement et de la sécurité.

La reconfiguration des forces en présence n'exclut en rien pour la Chine un renforcement de son partenariat avec la Russie, pour s'assurer à la fois l'ouverture et la praticabilité de la voie septentrionale vers l'Europe avec des relais côtiers comme ceux que Pékin souhaite se voir aménagés sur le littoral sibérien, voire en Corée du Nord. Au reste, la visite de Vladimir Poutine les 19 et 20 mai à Pékin répond sans doute à ce besoin de diversification ; la relance du gazoduc Force de Sibérie 2 reliant via l'Altaï le Xinjiang aux gisements sibériens étant de nouveau en négociation. A son tour, Pyongyang, doublement sollicité par Moscou et Pékin, pourrait sortir bénéficiaire de cette reconfiguration mondiale en profitant de l'affaiblissement de l'attention internationale sur l'Asie du Nord pour renforcer ses liens avec la Chine et la Russie, mais aussi pour obtenir, grâce à Pékin et Moscou, un assouplissement des sanctions à son encontre. Dans tous les cas, la Corée du Nord tient là une opportunité pour poursuivre ses essais nucléaires ou de missiles, et pour renforcer son arsenal comme elle l'a fait lors de crises internationales passées. L'exemple des guerres en Ukraine et en Iran lui montrent en effet qu'il est utile de disposer d'un stock conséquent de missiles balistiques. Le régime nord-coréen pourrait enfin exploiter la crise iranienne pour justifier son isolement et sa politique d'« autosuffisance » (*Juche*), en présentant le pays comme un modèle de résilience face aux chocs externes d'une part, tout en étant conforté de l'autre dans le fait que seule la dissuasion nucléaire peut en garantir la survie. Fait intéressant : Kim Yo Jong, sœur de Kim Jong-un, a explicitement relié les événements du Moyen-Orient à la situation coréenne, qualifiant les exercices militaires américano-sud-coréens de « répétition de guerre provocatrice » et avertissant de « conséquences terribles et inimaginables ». Cette rhétorique, typique de la diplomatie nord-coréenne, précède souvent des actes concrets, comme des essais de missiles ou des démonstrations de force.

Pour conclure

Avec le recul, nous pouvons dire d'ores et déjà que le déplacement de Donald Trump dans la capitale chinoise a été un échec. Seuls 200 Boeing ont été vendus alors que la vente de 500 appareils était initialement escomptée. Aucun contrat dans le domaine céréalier, ainsi que dans le *high-tech* – alors que dix-sept chefs d'entreprises parmi lesquels Elon Musk étaient présents

dans la délégation présidentielle – n'ont été signés. Donald Trump a beau avoir affirmé que Xi Jinping était un « ami », cela n'engage manifestement que lui tant il est vrai que Xi Jinping a été très ferme, voire menaçant sur l'attitude de Washington à l'égard de Taïwan. A cet égard, il semblerait que le président chinois ait convaincu son homologue américain de se montrer plus prudent sur d'éventuelles livraisons d'armes à Taïwan. Le Président américain a également constaté que ses vœux d'obtenir de la Chine une plus grande coopération sur le dossier iranien se heurtaient à un mur. À l'encontre de l'Iran, Donald Trump pourrait donc être tenté de « poursuivre la diplomatie par d'autres moyens », en termes Clausewitziens, optant de nouveau pour le recours à la force. Comme pour le conflit en Ukraine, la Chine ne peut que s'en réjouir. En aidant matériellement les Russes et les Iraniens par la livraison de composants nécessaires au montage de drones et de missiles balistiques, tout en proposant de vagues plans de paix que rejettent pour l'instant les belligérants, la Chine assiste à l'embourbement de la première puissance mondiale. À présent, tous les regards convergent vers la Chine. D'autant que celle-ci se voit confortée dans ses choix de transition écologique et veillera à développer des corridors alternatifs pour assurer ses approvisionnements énergétiques. Parmi ces corridors, on peut noter celui des littoraux nord-coréen et sibérien pour l'emprunt de la voie du pôle. Les régions médianes de l'Eurasie, c'est-à-dire du Caucase, entrent aussi dans ce plan de restructuration globale. La visite de Vladimir Poutine à Pékin signifie non seulement un renforcement des interconnexions entre la Chine, la Russie et leurs périphéries respectives mais aussi un danger d'isolement grandissant pour la Corée du Sud et le Japon.





FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

www.fmes-france.org

Institut FMES
Maison du numérique et l'innovation
Place Georges Pompidou
83000 Toulon



@institutfmes



@InstitutFMES



Institut FMES



Boussole
stratégique



FMES